

Publications

Hugo Devillers

Maître de conférences en droit public

Université Paris 13

1- Thèse de doctorat

L'utilisation du bien d'autrui par une personne publique. Recherche sur le statut de personne publique locataire, Préf. Pr. C. Chamard-Heim, Mare & Martin, 2019, Bibl. des thèses, 639 pp.

2- Mémoire de recherche

Les contrats entre personnes publiques, Mémoire M2, dir. B. Dacosta, Préf. Ph. Blachère, Publ. de l'université Jean-Moulin Lyon 3, 2013, 144 pp.

3- Études

« Responsabilité des gestionnaires publics devant la Cour de discipline budgétaire et financière et contrats publics », *Revue Gestion & Finances Publiques*, juill.-août 2018, n° 4, p. 83-93

« La protection du domaine public militaire », in C. Chamard-Heim et Ph. Yolka (dir.), *Patrimoine(s) et équipements militaires. Aspects juridiques*, Varenne, 2018, Coll. et essais, pp. 149-172

« Prérogatives de puissance publique et bail privé », *RFDA* 2018, n° 6, pp. 1175-1184

« La résiliation du contrat administratif par le cocontractant privé. Cinq ans de jurisprudence *Grenke Location* », *JCP adm.* avril 2019, n° 16, pp. 22-26

« Les enjeux patrimoniaux du logement des fonctionnaires », *Dr. admin.*, mai 2019, n° 5, pp. 13-19

« Le périmètre des normes de dépenses de l'État », *Revue Gestion & Finances Publiques*, mai-juin 2019, n° 3, pp. 11-18

« L'ordonnance du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF : l'équilibre introuvable », *Droit de la voirie* n° 209, juill.-août 2019, pp. 142-148

« Les alternatives patrimoniales à la propriété publique », in AFDA, *La propriété publique*, Dalloz, à paraître

4- Notes de jurisprudence

« La mesure d'exécution d'une clause financière n'est pas un acte détachable du contrat et ne peut donc faire l'objet d'un REP », *Revue jurispr. ALYODA*, 2012, n°1

« L'inapplicabilité des lois relatives aux baux de droit civil aux conventions d'occupation du domaine public », *Revue jurispr. ALYODA*, 2013, n° 1

« Rôle des experts et compétence de la commission d'appel d'offres », *Revue jurispr. ALYODA*, 2013, n° 3

« Le principe de non-rétroactivité et les autorisations d'urbanisme », *Revue jurispr. ALYODA*, 2014, n° 2

« La lutte contre l'évasion fiscale confrontée aux montages complexes », *Revue jurispr. ALYODA*, 2016, n° 1